

Comment trouver son équilibre sur le fil des finances ?



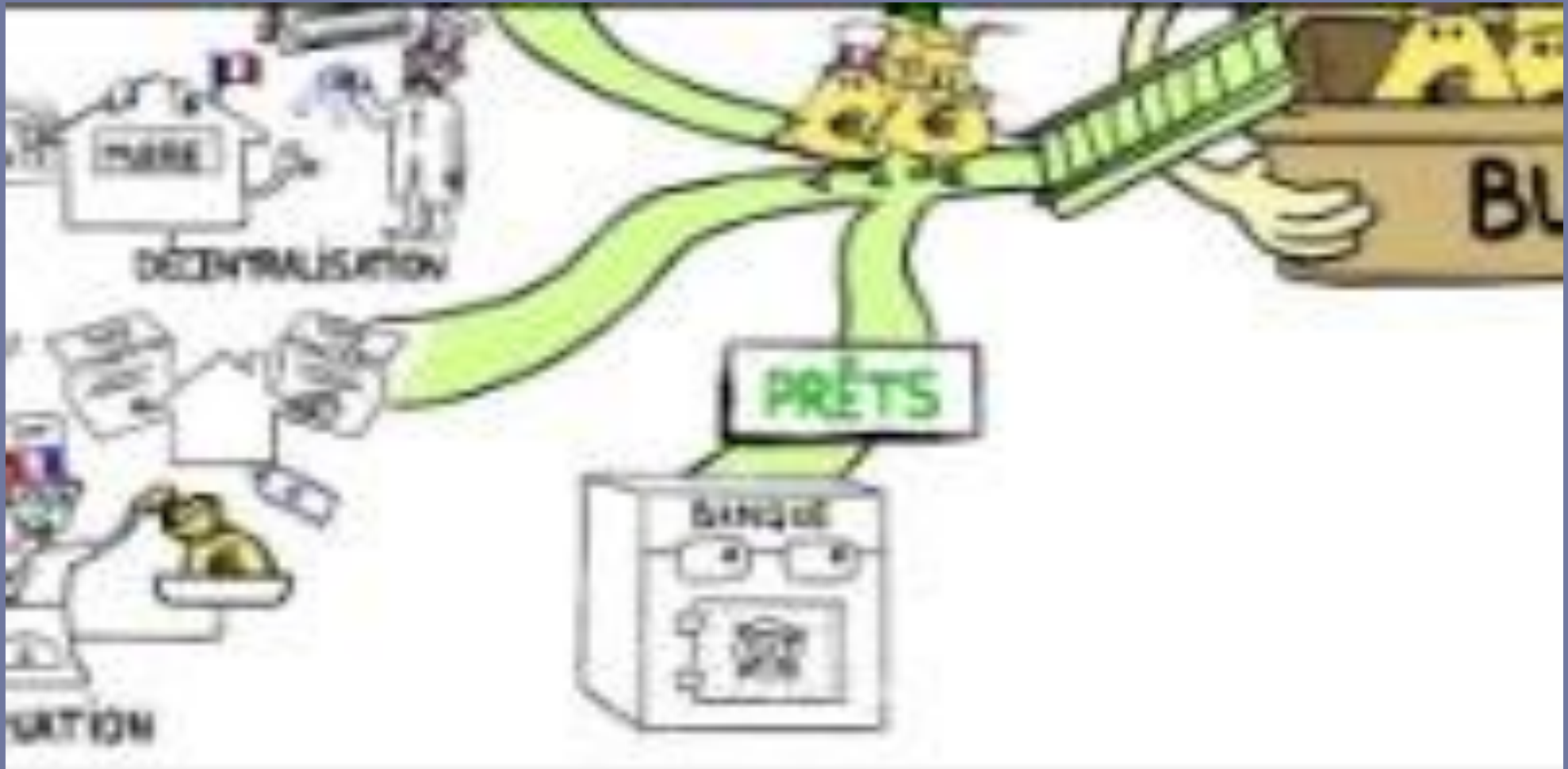
INTERVENANTS : SYLVIE CALIN, Conseil en finances du CFMEL
SYLVAIN CASTELLON, Conseiller délégué Finances et RH commune de Lavérune

Retrouvez nous sur www.cfmel.fr

1-Pourquoi une analyse financière rétrospective ?

RAPPEL

Le Budget Communal

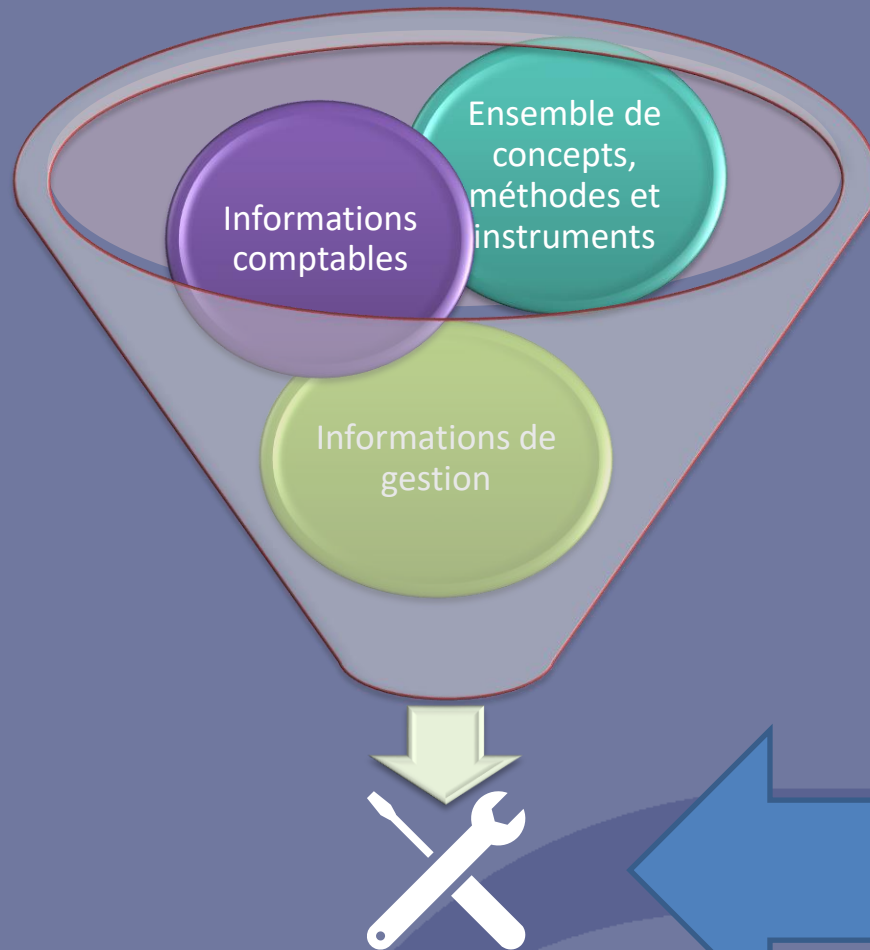


1-Pourquoi une analyse financière rétrospective ?

DEFINITION

Collecter et interpréter des informations permettant de porter un jugement sur la situation économique et financière et son évolution

1-Pourquoi une analyse financière rétrospective ?



ANALYSE FINANCIERE=OUTIL
Fournissant toutes les informations nécessaires pour préserver l'équilibre financier de l'entreprise tant à long qu'à court terme et permettant de prendre les décisions qui influencent les valeurs de l'actif et du passif, les résultats et la valeur de l'entreprise

Qu'est ce qu'un bilan comptable ?

PHOTOGRAPHIE DU PATRIMOINE A UNE DATE DONNEE

ACTIF

Utilisation des fonds

1- L'ACTIF IMMOBILISE

Corporel : terrains, constructions, réseaux....

Incorporel : logiciels...

Financier : avances et prêts consentis à des tiers

2- L'ACTIF CIRCULANT

Stock en cours (budget annexe lotissement ou aménagement)

Les créances d'exploitation (sommes dues par des tiers)

Disponibilités, Valeurs mobilières de placement

3- COMPTES DE REGULARISATION

charges à étaler, opérations à classer ou régulariser

PASSIF

Origine des fonds

1- LES CAPITAUX PROPRES

Apports initiaux

Réserves accumulés (C/1068)

Report à nouveau (exc. de fonctionnement repris)

Résultat de l'exercice

Subventions d'investissement

2- LES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

3-LES DETTES

Dettes à LT (C/16)

Dettes à CT (C/519 lignes de trésorerie)

Autres dettes

4-COMPTES DE REGULARISATION

1-Pourquoi une analyse financière rétrospective ?



Et pour une Collectivité locale ?

ANALYSE FINANCIERE=OUTIL
Fournissant toutes les informations nécessaires pour préserver l'équilibre financier de la collectivité tant à long qu'à court terme et permettant de prendre les décisions qui influencent la mise en œuvre des politiques publiques et la satisfaction de vos concitoyens

Une différence de taille
INTERET GENERAL



AUGMENTATION C.A
PROFIT

Si la M14 s'inspire du plan comptable général, pourquoi ce principe ne s'appliquerait pas à l'analyse financière ?

ANALYSE D'UNE ENTREPRISE



Plan comptable Général 1982

ANALYSE D'UNE COLLECTIVITE

Droit budgétaire local :

- Obligation d'amortissement des équipements locaux aux seules immobilisations renouvelables ou productives de loyers (hors SPIC)
- Obligation d'amortissement réel du capital de la dette
- CAF non libre d'emploi mais affectée en priorité à l'amortissement des emprunts
- Trésorerie (hors SPIC) avec 70% de rentrées régulières

Analyse de la VALEUR PATRIMONIALE
Notion de RENTABILITE et de SOLVABILITE
Gestion de la TRESORERIE



En conséquence, la mesure de l'incidence des actions menées par la collectivité sur sa structure financière globale et sur sa marge de manœuvre future doit primer sur l'appréciation de sa capacité à générer du profit.

L'analyse financière est un OUTIL important pour :

- asseoir vos prises de décisions
- pour rendre les comptes qu'exigent les autres acteurs du territoire.

1-Pourquoi une analyse financière ?

PRESERVER SON EQUILIBRE FINANCIER

Limitation des ressources fiscales

Stagnation des transferts de l'Etat

Considérations d'opportunité
sociale, économique,
environnementale.....



Garantir l'autonomie de la
collectivité

Garantir sa capacité à assurer le
financement à la fois de son
fonctionnement courant et de ses
investissements de développement

L'analyse financière va permettre de répondre à ces préoccupations

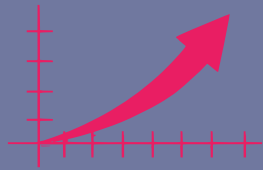
Pourquoi une analyse financière rétrospective ?

En synthèse, l'analyse rétrospective permet de :

COMPRENDRE



*Connaître sa collectivité
Révéler les grandes tendances*



AIDER A LA DECISION

Remédier aux dysfonctionnements



Dégager des marges de manœuvre



PROJETER

Donner les bases d'une prospective « fil de l'eau »



COMMUNIQUER



2- La (ou les?) méthode(s?) d'analyse



Qui ?

Pour recenser et apprécier les principales approches d'analyse, qui, selon vous, les pratique ?

- ✓ Trésor Public
- ✓ Direction Générale des Collectivités Locales
- ✓ Chambres Régionales des Comptes
- ✓ Direction et services financiers des Collectivités Locales
- ✓ Les Banques
- ✓ Les citoyens
- ✓ L'opposition

2- La (ou les?) méthode(s?) d'analyse Comment ?

1- *Retraitement des comptes sous forme de tableaux financiers*



Réorganiser
l'information
comptable



Masse de flux
à synthétiser
sous forme
d'agrégats et
soldes
représentatifs

Reclassement
qualitatif des
imputations
comptables



Fournir une
image financière
fidèle de la
collectivité



Il est important que la construction des tableaux financiers suive la logique inhérente au secteur local

2- La (ou les?) méthode(s?) d'analyse



Analyse budgétaire (via le compte administratif)

Déterminer les Dépenses REELLES et Recettes REELLES de fonctionnement

Analyser leur évolution

Déterminer les différents niveaux d'épargne (gestion, brute, nette)

Caractériser le mode de financement des investissements

→ *Privilégier l'amortissement du capital sur l'amortissement des immobilisations*

Analyse bilancielle (via le compte de gestion)

Analyse détaillée des charges et produits via les Soldes Intermédiaires de Gestion

Analyse de la formation du résultat comptable

Analyse des grandeurs constituant le bilan fonctionnel : fonds de roulement, besoin en fonds de roulement, trésorerie de bilan

→ *La transposition des soldes intermédiaires de gestion telle que développée par le PCG est discutable dans la mesure où les communes et EPCI n'amortissent pas systématiquement leurs investissements et que l'étude du besoin en fonds de roulement est surtout utile aux organismes qui peuvent gérer leur trésorerie en recherchant l'ajustement de leurs flux d'encaissement et de décaissement.*

Les deux techniques se rejoignent toutefois avec un élément déterminant : l'EPARGNE BRUTE ou CAPACITE d'AUTOFINANCEMENT

3- Principales composantes de l'analyse financière Avec quels documents ?



Un **cadre comptable** à notre disposition depuis le 1^{er} janvier 1997 (Instruction comptable M14, M4...) et à partir du 01/01/2024 un référentiel UNIQUE la M57 (informations M57 sur le site du CFMEL)

Un **bilan et un compte de résultat** (compte de gestion du comptable public)

Les **engagements de la collectivité vis-à-vis des tiers** (annexes aux comptes administratifs et de gestion)

PERMETTENT...

3- Principales composantes de l'analyse financière

...

1-D'APPRECIER D'ABORD SI LA COLLECTIVITE PARVIENT A COUVRIR SES CHARGES COURANTES A PARTIR DE SES RESSOURCES PERMANENTES ET DEFINITIVES, DE MANIÈRE A DEGAGER UN EXCEDENT DE RESSOURCES ;

 Analyse section fonctionnement

2- ETUDIER COMMENT CET EXCEDENT EST UTILISE EN LE RAPPROCHANT DU BESOIN DE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS

 Analyse section investissement

3- ETUDIER L'EVOLUTION DE LA TRESORERIE

 Analyse compte de tiers

3– Principales composantes de l'analyse financière

Qu'est ce qu'un bilan comptable ?

*Photo du patrimoine à un moment donné (au 31/12) :
ce que l'on détient (ACTIF) et ce que l'on doit (PASSIF)*

A la différence d'une entreprise, l'interprétation du bilan d'une collectivité est délicate au niveau de l'évaluation de la valeur des biens : le patrimoine de la collectivité n'est valorisé que pour une partie modeste de son patrimoine et la plupart des biens inscrits au patrimoine d'une collectivité sont souvent anciens et difficilement valorisables (comparaison valorisation nette comptable des biens à leur valeur vénale de marché)

Qu'est ce qu'un bilan comptable ?

HAUT DE BILAN =
éléments stables et
durables de l'actif et du
passif

BAS DE BILAN = éléments
de passif et d'actif à court
terme.

Fonds De Roulement (réserves disponibles) =
Fonds propres + dettes LT – Total actif immobilisé
Budgétairement → FDR = somme des excédents
définitifs de la collectivité

Besoin en Fonds de Roulement (dépenses à
prévoir) =
Actif circulant (hors disponibilité) - Dettes CT et
comptes de régularisation
Budgétairement → BFR = excédent des recettes à
recouvrer sur les restes à payer

La Trésorerie =
FDR - BFR
→ Sommes d'argent mobilisables à CT
(disponibilités à vue)

Exemple de calcul de trésorerie nette

Actif		Passif	
Immobilisations	1000	Capitaux propres	500
Stocks	100	Dettes financières (LT)	600
Créances clients	200	Dettes fournisseurs	400
Disponibilités	350	Concours bancaires courants	150
<i>Total</i>	<i>1650</i>	<i>Total</i>	<i>1650</i>

FDR = capitaux propres + dettes fi. à long terme
– immobilisations

$$= 500 + 600 - 1000 = 100$$

BFR = Stocks + créances « clients » - dettes fournisseurs

$$= 100 + 200 - 400 = -100$$

Trésorerie nette = FDR – BFR ou = Disponibilités – dettes fi. CT
= 100 – (-100) = 350 - 150
= 200 = 200

A L'AIDE DU BILAN, on peut :

-déterminer rapidement le BFR et le FR de la collectivité et leurs évolutions
d'une année sur l'autre

MAIS

pour assurer une image fidèle du bilan, il faut vérifier régulièrement l'état de
l'actif et procéder aux sorties des biens qui ne font plus partie du patrimoine

Respecter l'obligation d'amortir afin que la valeur de l'actif immobilisé net soit
conforme à la réalité

Ne pas tarder à réaliser les écritures d'ordre non budgétaire relative aux
intégrations patrimoniales (transfert de biens du chapitre 23
« immobilisations en cours » au chapitre 21 « immobilisations corporelles »)

Qu'est ce que le COMPTE DE RESULTAT ?

C'est un état comptable qui permet d'analyser le résultat des opérations de l'année écoulée (flux)

=

FILM DE VOTRE ACTIVITE

Le bilan fait apparaître le résultat de l'exercice au passif mais il ne détaille pas l'ensemble des opérations qui ont contribué à sa formation.

Le résultat représente la somme du :

Résultat d'exploitation (ou de gestion)

Résultat financier

Résultat exceptionnel

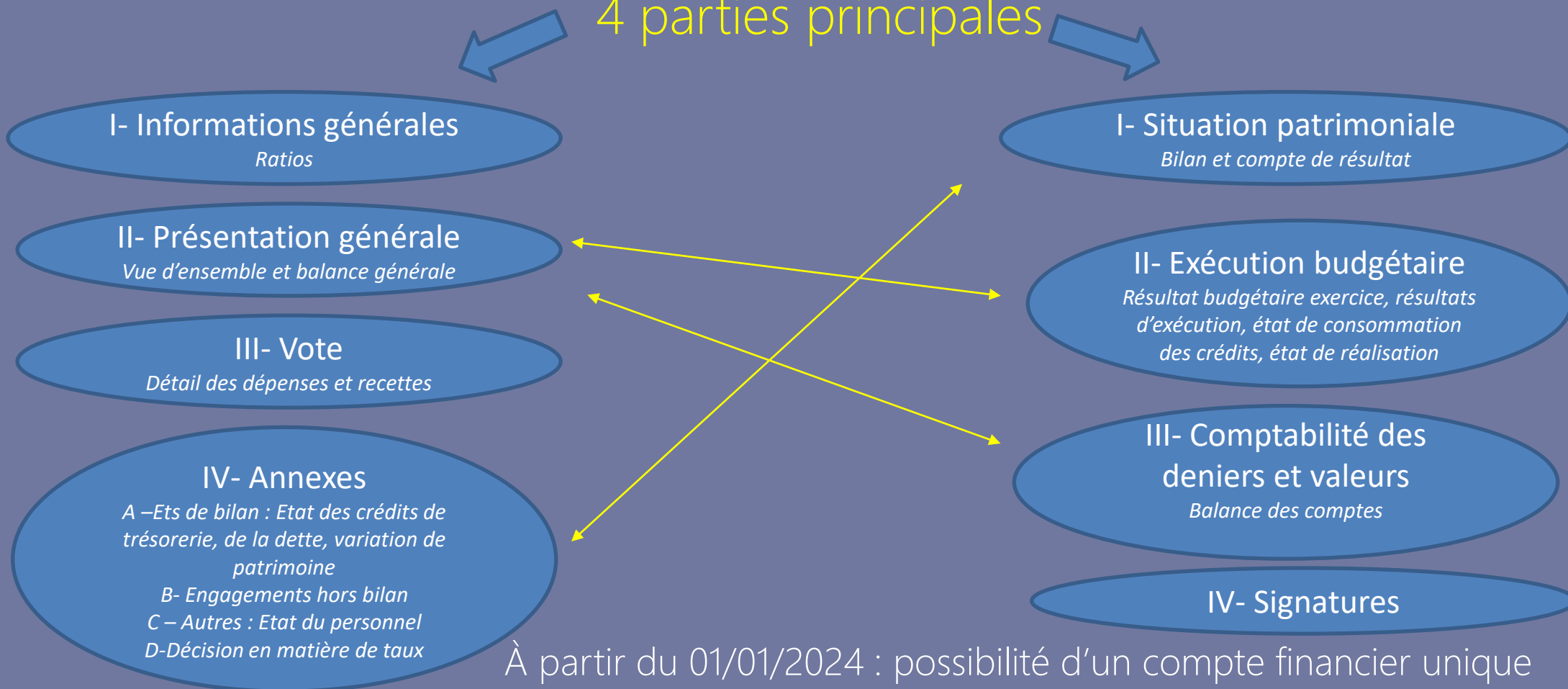
4- Principales composantes de l'analyse financière

La base de données

Le compte administratif

Le compte de gestion

4 parties principales



À partir du 01/01/2024 : possibilité d'un compte financier unique sur la base de la M57, une responsabilité repensée

Maquette Compte financier unique

4- Principales composantes de l'analyse financière

Maquette CFU

Sommaire

		Origine des données
I. Informations générales et synthétiques		
A	Informations statistiques, fiscales et financières	Ordonnateur
B1	Présentation générale du compte financier – Vue d'ensemble	Ordonnateur
B2	Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice	Ordonnateur
B3.1	Liste des organismes de regroupement	Ordonnateur
B3.2	Liste des établissements publics créés	Ordonnateur
B3.3	Liste des services individualisés dans un budget annexe	Ordonnateur
C1	Détail des restes à réaliser – Dépenses	Ordonnateur
C2	Détail des restes à réaliser – Recettes	Ordonnateur
D	Bilan synthétique	Comptable
E	Compte de résultat synthétique	Comptable
F	Taux des contributions et produits afférents en N	Ordonnateur
II. Exécution budgétaire		
A	Modalités de vote du budget	Ordonnateur
	<i>Vue d'ensemble</i>	
A1.1	Dépenses d'investissement	Ordonnateur
A1.2	Recettes d'investissement	Ordonnateur
A2.1	Dépenses de fonctionnement	Ordonnateur
A2.2	Recettes de fonctionnement	Ordonnateur
	<i>Vue détaillée</i>	
B1	Dépenses d'investissement	Comptable

4- Principales composantes de l'analyse financière

La base de données

Le compte administratif

I- Informations générales

Ratios

II- Présentation générale

Vue d'ensemble et balance générale

III- Vote

Détail des dépenses et recettes

IV- Annexes

A –Ets de bilan : Etat des crédits de trésorerie, de la dette, variation de patrimoine

B- Engagements hors bilan

C – Autres : Etat du personnel

D-Décision en matière de taux

Sommaire

I - Informations générales (6)

A - Informations statistiques, fiscales et financières
B - Modalités de vote du budget

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres
B1 - Balance générale du budget - Dépenses
B2 - Balance générale du budget - Recettes

III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles

IV - Annexes (7)

A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1)
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture
A2.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme
A2.7 - Etat de la dette - Autres dettes
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements
A4 - Etat des provisions
A5 - Etalement des provisions
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)
A7.2.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (3)
A7.2.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (3)
A8 - Etat des charges transférées
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers

B - Engagement hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement (4)
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé
B1.5 - Etat des autres engagements donnés
B1.6 - Etat des engagements reçus
B1.7 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget (5)
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale

C - Autres éléments d'informations

C1 - Etat du personnel
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (4)
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement
C3.2 - Liste des établissements publics créés
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe

D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures

D1 - Décision en matière de contributions directes
D2 - Arrêté et signatures

Dans un compte, seules quelques pages méritent une attention et une analyse particulière

Les imprimés fiscaux

Transmission annuelle

Portail Internet Gestion Publique (PiGP)

Etat 1081 (mars) : Bases prévisionnelles CFE par type

Etat 1259 (mars) : notification bases prévisionnelles et compensations TF, TFNB, THRS, THLV

Etat 1387 (mai) : Etat des bases exonérées

Etat 1081 CFE B (nov) : montant cotisations CFE et composants de l'IFER, dénombrement population entreprises

Etat 1386 RC (déc) : état récapitulatif des produits issus des rôles généraux (TH, TF, CFE et IFER) et des impôts (CVAE, TASCOT)

Etat 1288 M (déc) : nature et montant des différentes impositions locales par la commune et les groupements sur le périmètre de la commune

Etat 1386 TF-K (déc) : nombre de comptes propriétaires, montant des rôles, bases imposées, taux et produits pour les taxes foncières et annexes, montant dégrèvements et frais de gestion

Etat 1767 (à demander) : recense les locaux vacants et les résidences secondaires

Rôles supplémentaires (à demander) et ne sont communiqués que si >5 000 euros

Les fiches DGF

Mise en ligne par les services préfectoraux

Carte interactive
Evolution DGF

Fiches Dotation-globale-de-fonctionnement-2021 pour les communes et EPCI de l'Hérault

4- Principales composantes de l'analyse financière

Analyse section fonctionnement – Les dépenses réelles

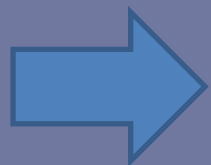
Compte Administratif Balance Générale II-B1	Observations Pour le détail, SECTION DE FONCTIONNEMENT- DETAIL DES DEPENSES III -A1
011- Charges à caractère général (60-61-62-63)	Achats courants (Fournitures, contrats, abonnements,)→ quelles sont les optimisations possibles ?
012- Charges de personnel (64-621-631-633)	→ Politique RH (LDG) de la collectivité → Décision Etat (Evolution pt indice, GVT, normes...) Salaires+charges sociales
014-Atténuations de produits	→ Relations avec l'EPCI (attribution de compensation négative, comptes de classe 7 finissant par 9)
65- Autres charges de gestion courante	→ Obligatoire (adhésion syndicat, CDG, SDIS indemnisation élus...) → Optionnelle (subv. Associations)
66- Charges financières	→ Intérêts des emprunts et des lignes de trésorerie (661) → Autres charges
67- Charges exceptionnelles	→ cause, retraitement
68- Dotations aux amortissements et prov.	→ Dot Amort Op. ordre oblig. +3 500 hbts → Dot prov

4- Principales composantes de l'analyse financière

Analyse section fonctionnement – Les recettes réelles

Compte administratif Balance Générale II-B2	Observations Pour le détail, SECTION DE FONCTIONNEMENT-DETAIL DES DEPENSES III –A2
70 - Produits des services, du domaine et ventes diverses	Recettes stables, saisonnières, conditionnées (redevances périscolaires, culturelles, concession...)? Part dans la structure des recettes ?
73 - Impôts et taxes <i>Dont impôts locaux (C/7311)</i>	A mettre en relation avec les communes ou EPCI voisins, avec les charges supportées, avec l'historique des périmètres intercommunaux et des réformes fiscales Evolution des bases (dynamique attractivité) Evolution des taux (choix politique, contrainte) Fiscalité du territoire (transfert comp., intégration fiscale, reversements fiscaux)
74 – Dotations et participations <i>Dont DGF (C/741)</i>	Répartition entre Dotation forfaitaire, Dotations de péréquation, compensations fiscales versées par l'Etat
75- Subv. reçues et participations	Informations sur mode de gestion des services
76 et 77 - Autres recettes	Produits financiers et exceptionnels
013 – Atténuation de charges	Remboursements sur rémun. du personnel, sur les charges de SS... (comptes de classe 6 finissant par 9)

4- Principales composantes de l'analyse financière

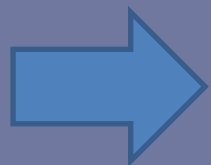


Analyse section investissement – Les dépenses



Compte administratif Balance Générale II-B1	Observations Pour le détail, SECTION D'INVESTISSEMENT-DETAIL DES DEPENSES III –B1
20-21-23 - Dépenses d'équipement	Acquisition matériel, terrains, travaux....
16 – Remboursement d'emprunts (C/1641)	Capital des emprunts et dettes assimilées
Autres dépenses d'investissement versées (C/26-27-45)	Autres immobilisations financières (créances sur particuliers, sur autres collectivités...)

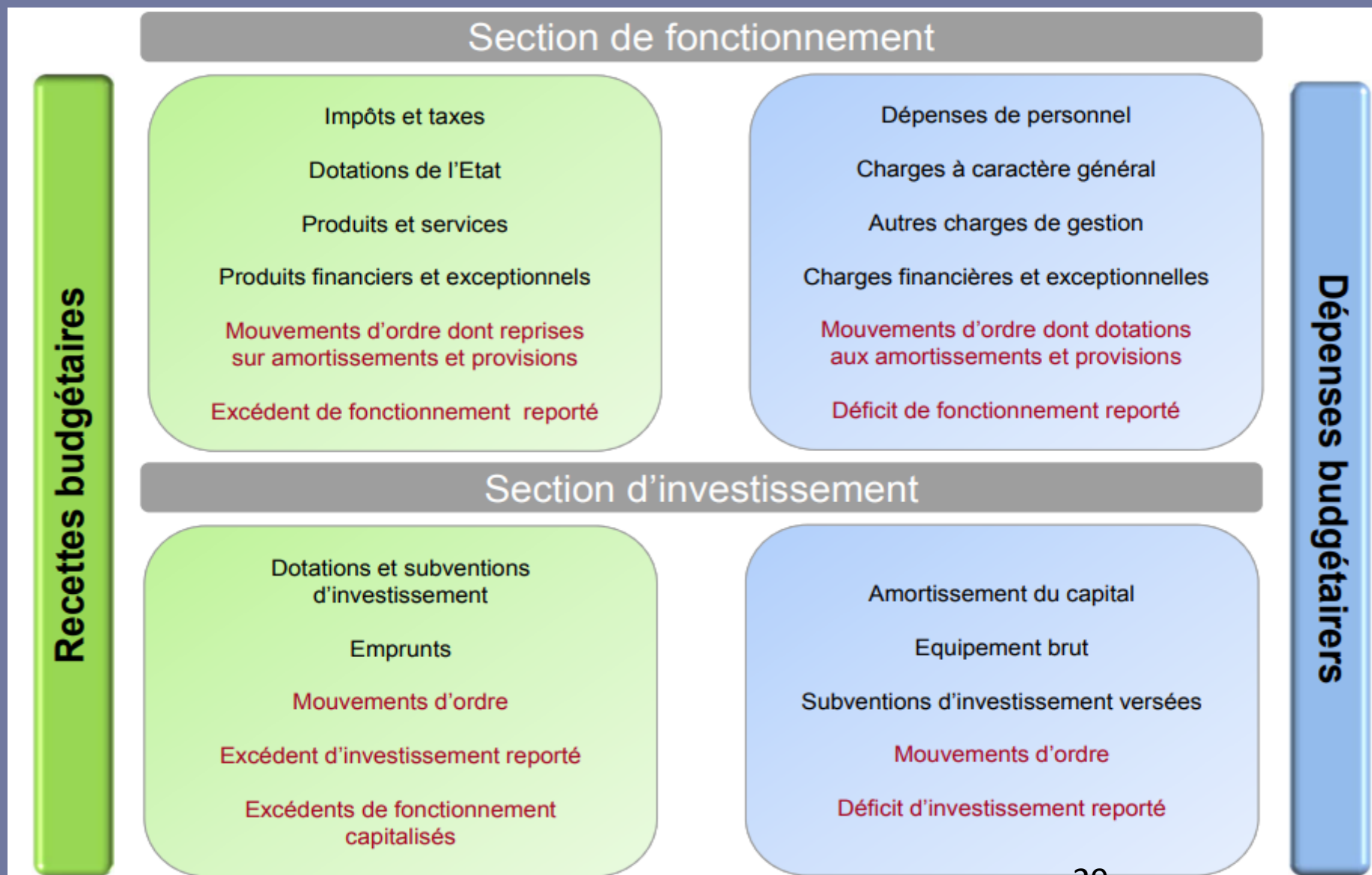
4- Principales composantes de l'analyse financière



Analyse section investissement – Les recettes

Compte administratif Balance Générale II-B1	Observations Pour le détail, SECTION D'INVESTISSEMENT-DETAIL DES RECETTES III –B2
10 – Dotations Dont 10222 FCTVA 10226 Taxe aménagt.	Acquisition matériel, terrains, travaux.... Vision par opération possible
16 – Remboursement d'emprunts (C/1641)	Capital des emprunts et dettes assimilées
Autres dépenses d'investissement versées	Autres immobilisations financières (créances sur particuliers, sur autres collectivités...)

3- Principales composantes de l'analyse financière



3- Principales composantes de l'analyse financière :

L'EPARGNE DE GESTION

Elle mesure le « résultat » de la gestion courante



Atténuation de charges (013)	
Ressources fiscales (C/73)	
Ressources institutionnelles (C/74)	
Ressources d'exploitation (C/70 et 75)	
Total ressources de fonctionnement courantes	A
Atténuation de produits (014)	
Frais de personnel (Ch/012)	
Autres achats et charges externes (C/60, C/61, C/62)	
Impôts et taxes (C/63)	
Autres charges (C/65)	
Total des dépenses de fonctionnement courantes	B
EPARGNE DE GESTION	A – B = C

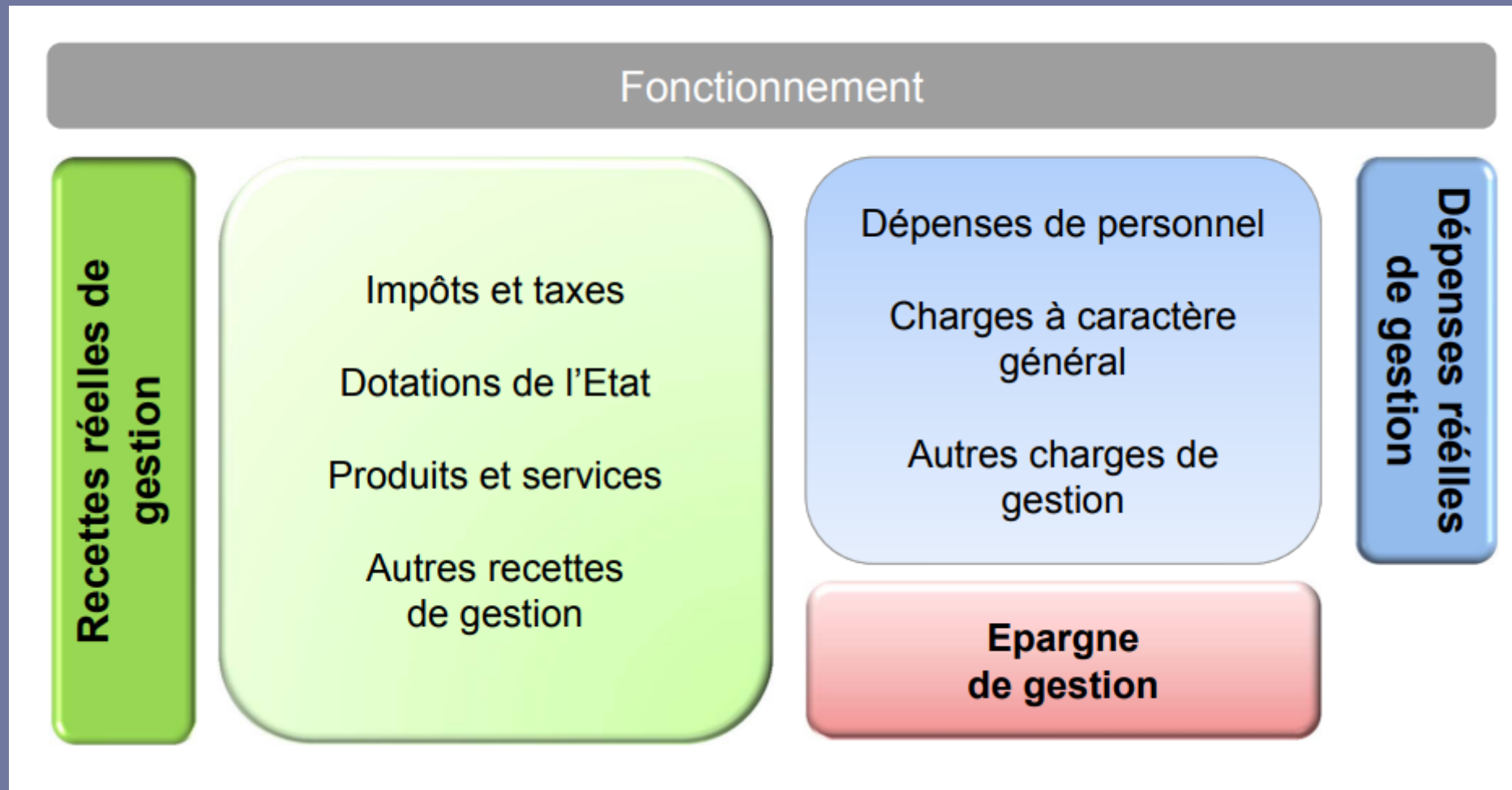
Chap. 011

L'épargne de gestion est un bon indicateur de la maîtrise du fonctionnement courant. Ce solde n'est influencé ni par la gestion financière ni par les opérations exceptionnelles. Penser à retraiter les chapitres 013 et 014 pour le calcul de certains indicateurs.

3- Principales composantes de l'analyse financière :

L'EPARGNE DE GESTION

Elle mesure le « résultat » de la gestion courante



3- Principales composantes de l'analyse financière :

L'EPARGNE BRUTE

EPARGNE DE GESTION (C)	C
Intérêts de la dette (C/661)	D
Résultat financier hors int. (C/76 - C/66 hors 661)	E
Résultat exceptionnel (C/77- C/67 hors 775)	F
EPARGNE BRUTE (G)	C - D + E + F = G

L'épargne brute correspond à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Appelée aussi « Capacité d'autofinancement, l'épargne brute est affectée à la couverture d'une partie des dépenses d'investissement mais prioritairement au remboursement en capital de la dette.



Cap.dés

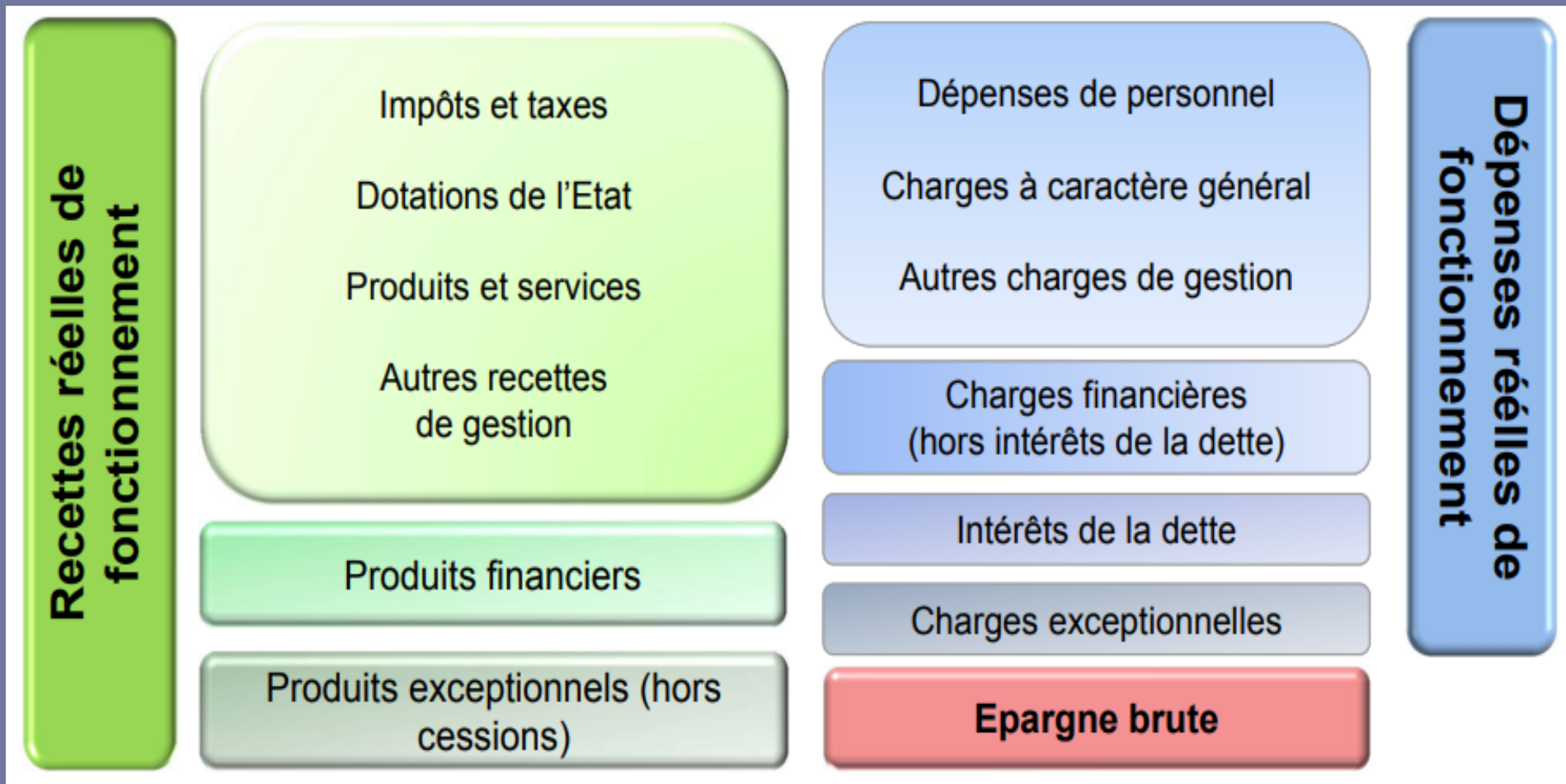
>12-15ans ans

8 - 12 ans

<8 ans

3- Principales composantes de l'analyse financière :

L'EPARGNE BRUTE

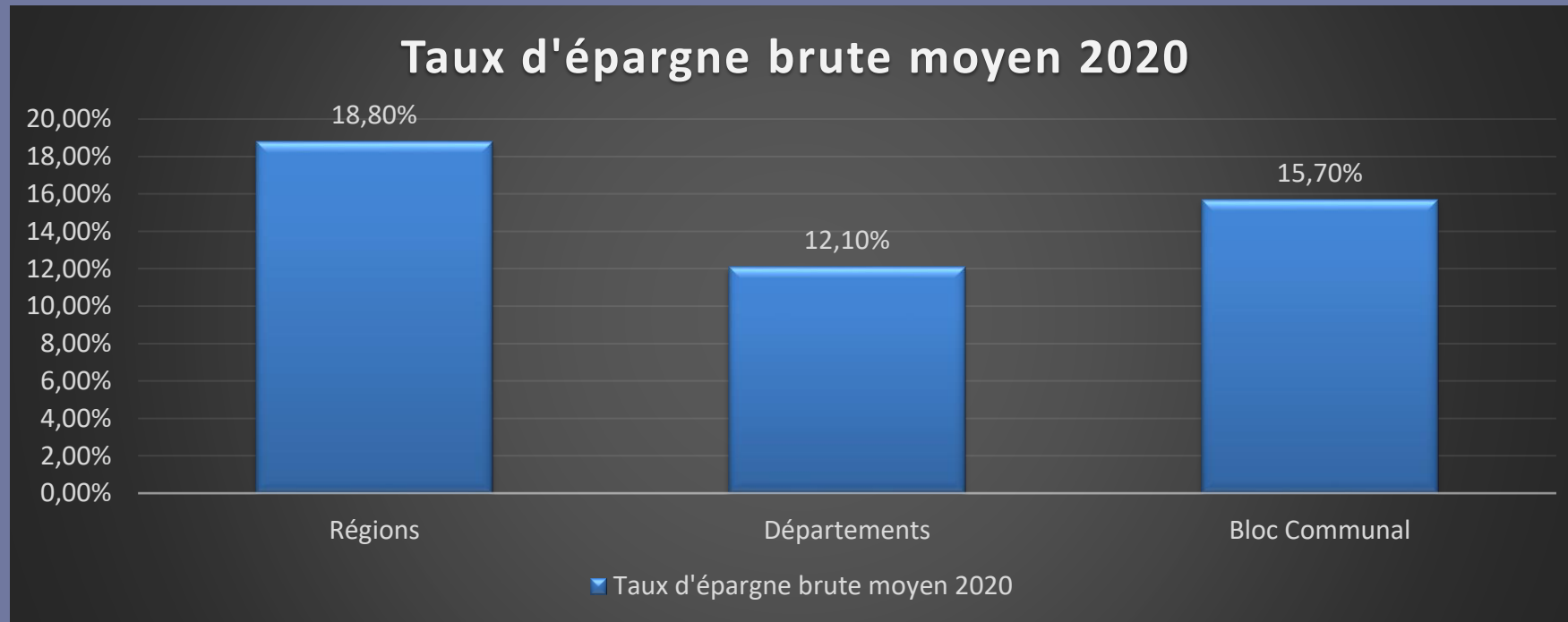


Elle est assimilée à la Capacité d'autofinancement brute.

3- Principales composantes de l'analyse financière :

Le taux d'épargne brute

(Epargne brute/Recettes Réelles de Fonctionnement)



Taux EB

8%

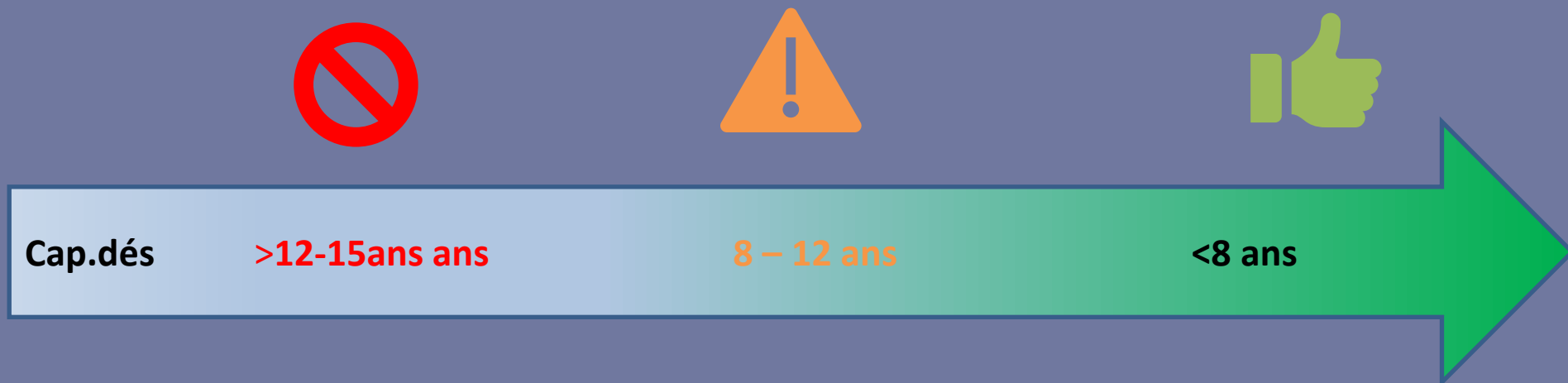
8 - 15%

> 15 %

3- Principales composantes de l'analyse financière :

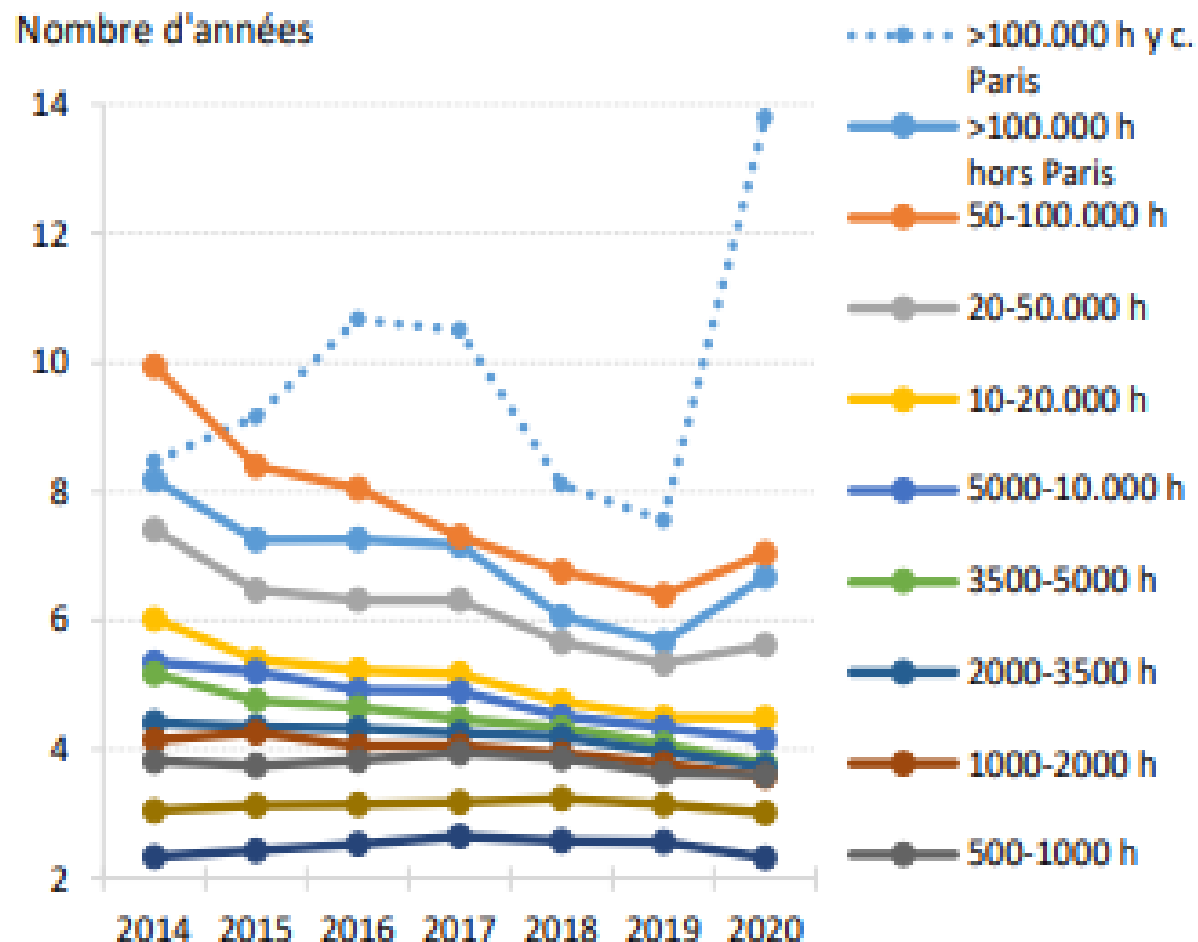
La capacité de désendettement

L'épargne brute est un indicateur de la capacité à s'endetter : le ratio de désendettement (Encours de dette/Epargne brute) permet de la mesurer. Il s'exprime en nombre d'années. Plus le nombre d'année est faible, plus le levier du recours à l'emprunt est actionnable.



3- Principales composantes de l'analyse financière : L'EPARGNE BRUTE

2b - Depuis 2014, par strate de population



Source : DGCL. Données DGFIP. Comptes de gestion.
Budgets principaux, montants en opérations réelles.

Le rapprochement avec sa strate est important.
Ex : capacité de désendettement moyenne des petites et moyennes communes < aux grandes communes

3- Principales composantes de l'analyse financière

Reprenons le détail des Dépenses III-A1 et Recettes III-A2

011	Charges à caractère général
60622	Carburants
6064	Fournitures administratives
6068	Autres matières et fournitures
6135	Locations mobilières
61551	Entretien matériel roulant
61558	Entretien autres biens mobiliers
6156	Maintenance
6161	Multirisques
6182	Documentation générale et technique
6184	Versements à des organismes de formation
6188	Autres frais divers
6226	Honoraires
6231	Annonces et insertions
6233	Foires et expositions
6236	Catalogues et imprimés
6237	Publications
6238	Divers
6251	Voyages et déplacements
6256	Missions
6257	Réceptions
6261	Frais d'affranchissement
6262	Frais de télécommunications
012	Charges de personnel, frais assimilés
6218	Autre personnel extérieur
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations
64111	Rémunération principale titulaires
64131	Rémunérations non tit.
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.
6453	Cotisations aux caisses de retraites
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.
6455	Cotisations pour assurance du personnel
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux
6475	Médecine du travail, pharmacie
6478	Autres charges sociales diverses
6488	Autres charges
014	Atténuations de produits
86	Autres charges de gestion courante
651	Redevances pour licences, logiciels, ...
6531	Indemnités
6532	Frais de mission
6533	Cotisations de retraite
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron
65888	Autres
858	Frais fonctionnement des groupes d'élus
TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a)	
= (011+012+014+86+858)	
66	Charges financières (b)
66111	Intérêts réglés à l'échéance
6688	Autres
67	Charges exceptionnelles (c)
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)
68	Dotations provisions semi-budgétaires (d) (3)
022	Dépenses imprévues (e)
TOTAL DES DEPENSES REELLES	
= a+b+c+d+e	
023	Virement à la section d'investissement
042	Opérat° ordre transfert entre sections (4) (5)
6811	Dot. amort. et prov. immos incorporelles
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	

Chap/ art(1)	Libellé (1)
013	Atténuations de charges
6479	Rembours sur autres charges sociales
70	Produits services, domaine et ventes div
70688	Autres prestations de services
73	Impôts et taxes
74	Dotations et participations
7473	Participat° Départements
74748	Participat° Autres communes
74751	Participat° GFP de rattachement
75	Autres produits de gestion courante
7588	Autres produits div. de gestion courante
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES	
(a) = 70+73+74+75+013	
76	Produits financiers (b)
77	Produits exceptionnels (c)
78	Reprises provisions semi-budgétaires (d) (2)
TOTAL DES RECETTES REELLES	
=a+b+c+d	
042	Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4)
043	Opérat° ordre intérieur de la section (6)
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE	
(=Total des opérations réelles et d'ordre)	
Pour information	
R.002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1	

Pour une estimation approchée rapide

1-2 = épargne de gestion

3-4 – épargne brute (hors 7737)

3- Principales composantes de l'analyse financière :

L'EPARGNE NETTE

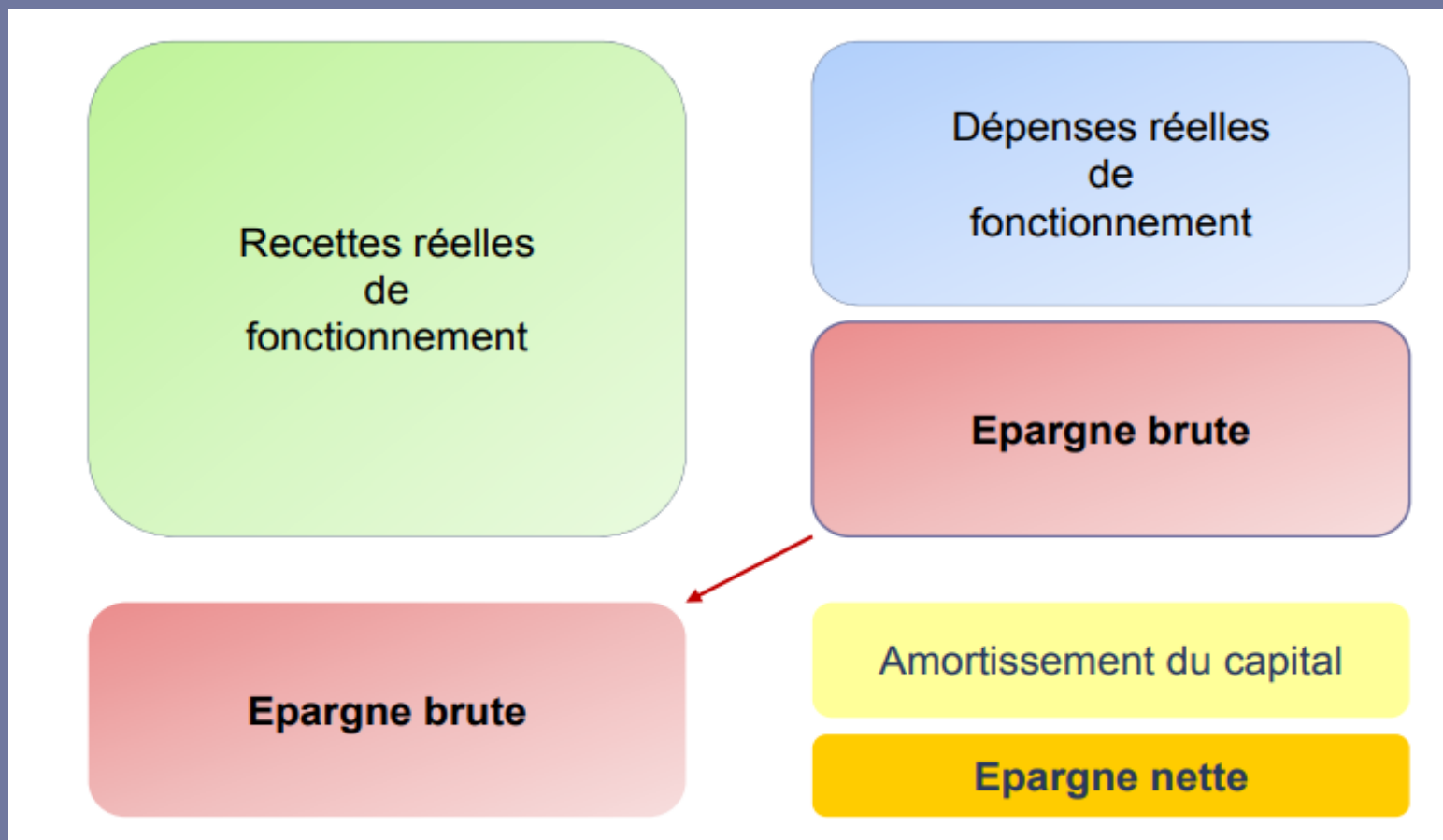


L'épargne brute doit couvrir à minima le remboursement en capital de la dette (C/164), spécificité des comptes publics locaux.

EPARGNE BRUTE (G)	G
Remboursement en capital des emprunts (C/164)	H
EPARGNE NETTE (I)	G - H= I

Au niveau de la section de fonctionnement, **complétée du remboursement des emprunts**, le calcul des soldes vise à cerner le montant résiduel des produits courants après financement des charges récurrentes soit de fonctionnement des services (avec les transferts courants mais après exclusion des aides à l'investissement), soit financières (service de la dette).

3- Principales composantes de l'analyse financière : L'EPARGNE NETTE



Elle mesure la capacité de la collectivité à financer des dépenses d'investissement après avoir intégré l'amortissement du capital de la dette. Elle est assimilée à la CAPACITE d'AUTOFINANCEMENT NETTE.

4- Principales composantes de l'analyse financière



L'impact de l'emprunt sur les soldes d'épargne

Hypothèses :

1- Prêt de 100 KE sur 10 ans en amortissement constant de 10, taux 1%

2- Prêt de 100 KE sur 20 ans en amortissement constant de 5, taux 1,10 %

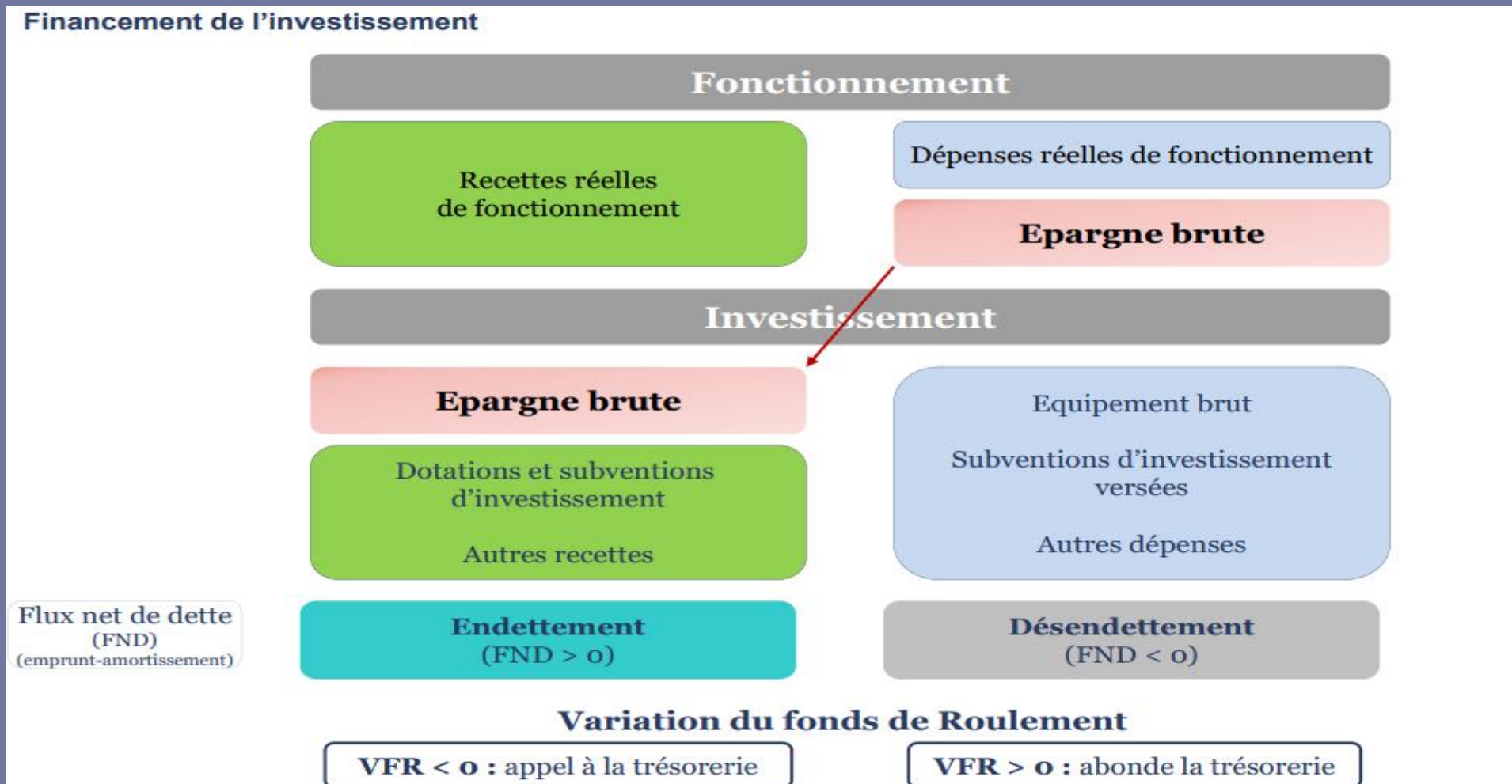
Détermination des soldes

	Hypothèse 1	Hypothèse 2
Recettes courantes	200	200
Dépenses courantes	150	150
Epargne brute	50	50
Remboursement dette	10	5
Epargne nette	40	45

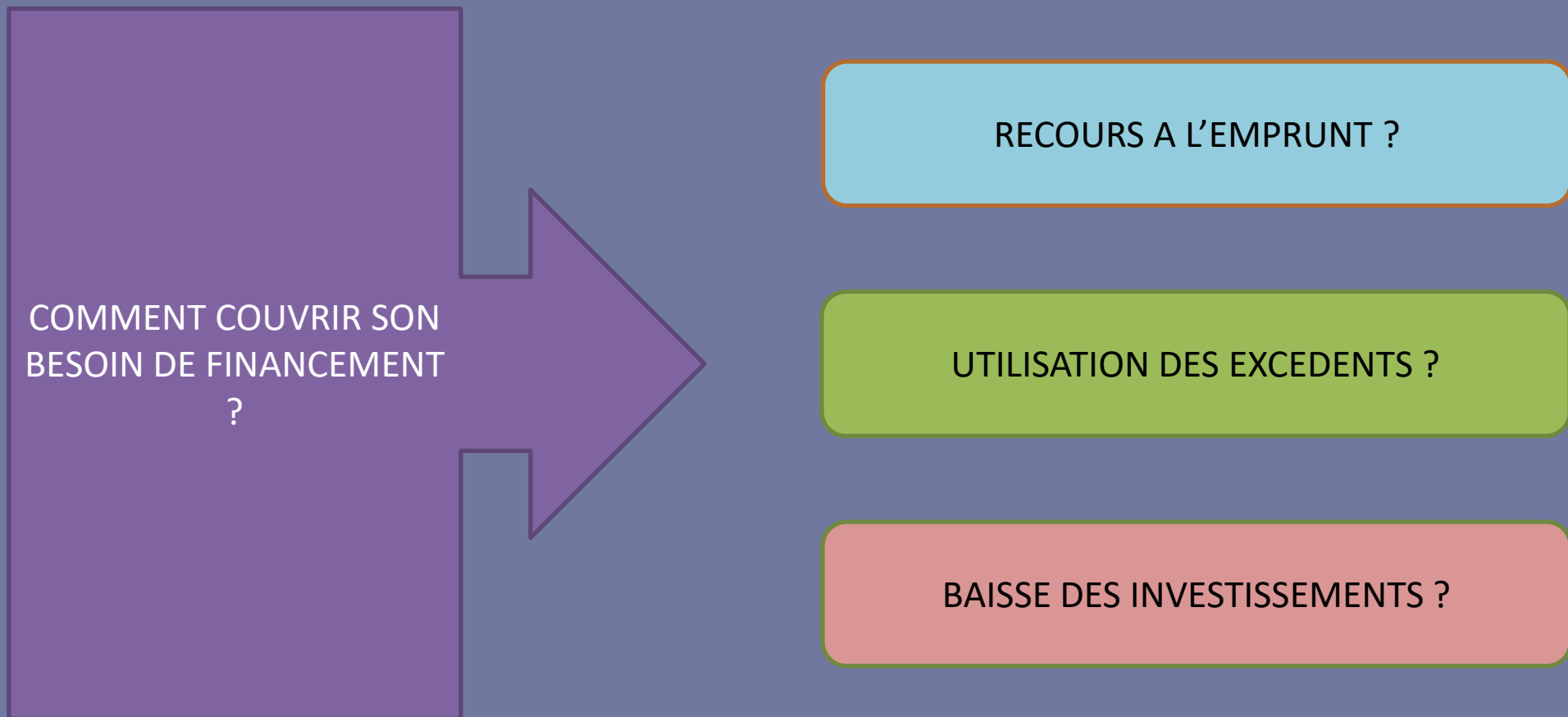
Montant total intérêts payés : 5 500 euros

11 550 euros

3- Principales composantes de l'analyse financière : LA VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT



3- Principales composantes de l'analyse financière : EPARGNE DE GESTION, BRUTE et NETTE

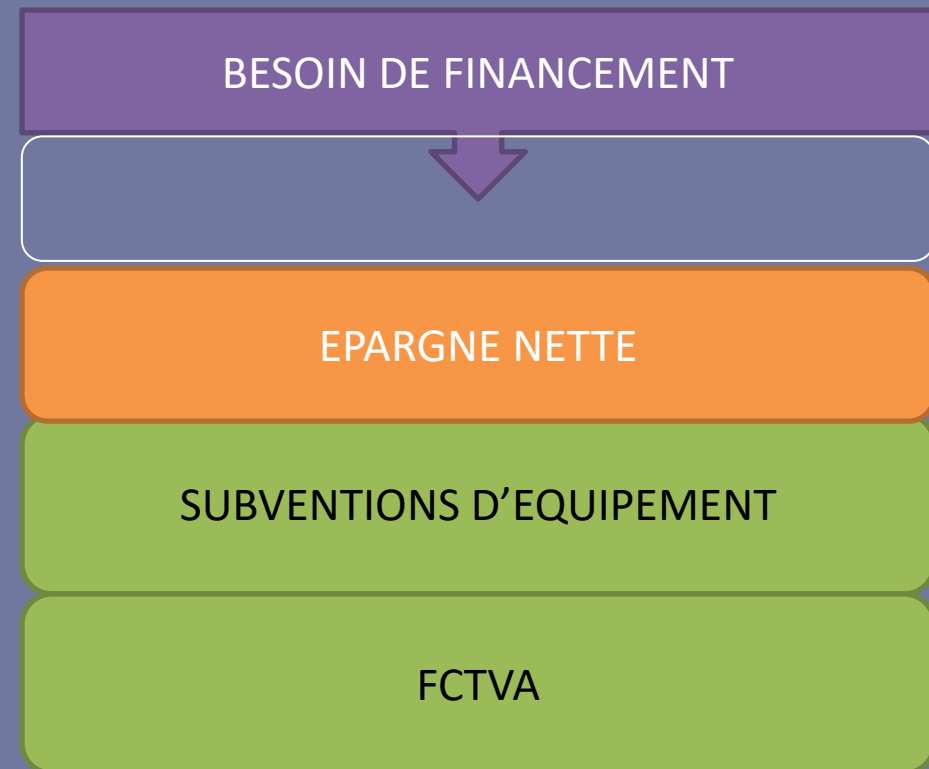


3- Principales composantes de l'analyse financière : EPARGNE DE GESTION, BRUTE et NETTE

Toute dégradation prolongée dans le temps des épargnes est **préoccupante** car elle contraint la commune à ne plus pouvoir financer ses investissements, sauf à recourir à la spirale de l'endettement avec à terme le risque de déséquilibre de la structure.

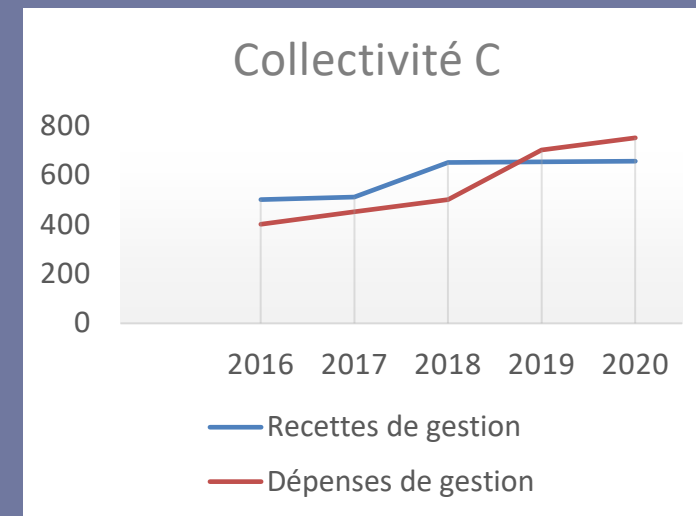
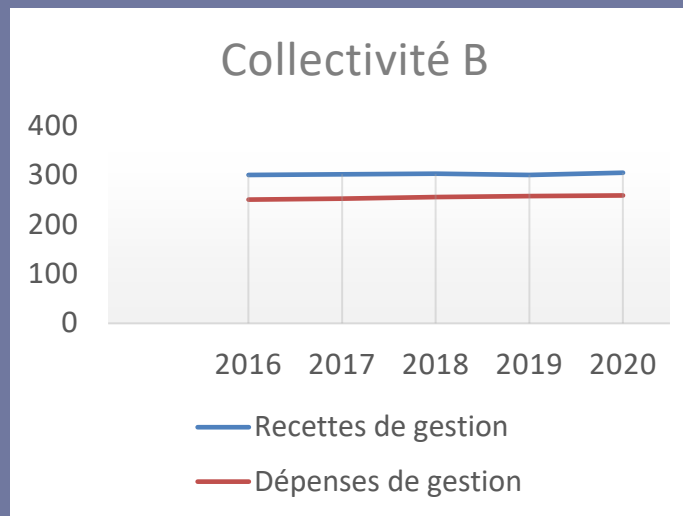
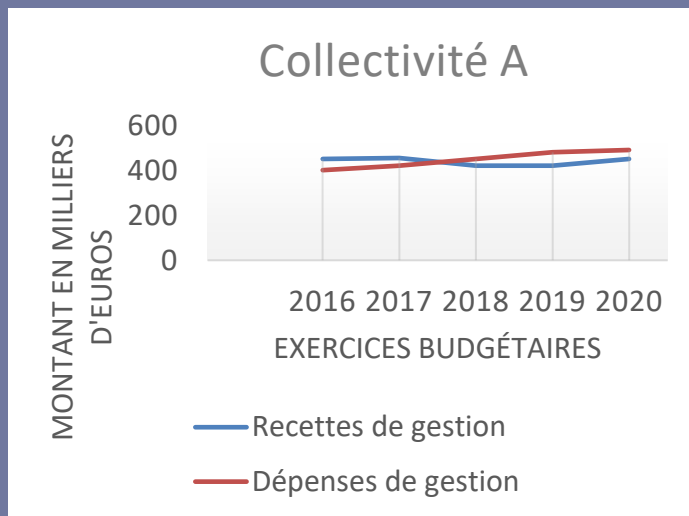
DEPENSES HORS DETTE (C/20-21-23)

INVESTISSEMENTS DE
RENOUVELLEMENT
D'EXPANSION
DE MODERNISATION



3- Principales composantes de l'analyse financière :

EXERCICE



De quelle collectivité souhaiteriez vous être le Maire et pourquoi ?

3- Principales composantes de l'analyse financière :



QUIZZ

1 – L'Épargne de gestion fait-elle la différence entre :

- a) les recettes et dépenses réelles de fonctionnement
- b) Les recettes et dépenses réelles d'investissement
- c) Les recettes et dépenses d'ordre de fonctionnement
- d) Les recettes et dépenses courantes de fonctionnement

2 – Si mon épargne nette se dégrade chaque année, j'en conclus que :

- a) Le poids de ma dette est trop important
- b) Je vais avoir des difficultés à autofinancer mon investissement
- c) Ma section de fonctionnement présente des faiblesses qu'il va me falloir traiter
- d) Mes dépenses augmentent plus vite que mes recettes

3 – Mon épargne nette est de 500 KE, mon annuité de dette de 600 KE dont 450 KE de remboursement en capital et j'ai un besoin de financement de 1 000 KE. Dois-je m'inquiéter ?

- a) oui, car je ne respecte plus la règle prudentielle de l'équilibre budgétaire
- b) Non, car je couvre le remboursement en capital de ma dette
- c) Non, outre mon épargne nette, je dispose d'autres ressources internes que je peux affecter au remboursement du capital de la dette.
- d) Non je dispose d'une bonne capacité d'autofinancement

Le rapport de présentation du Compte Administratif est l'occasion idéale pour communiquer sur les réalisations de l'exercice mais également la santé financière de la collectivité.

Il est une occasion pour vous de mettre en avant vos REALISATIONS au delà du cadre réglementaire imposé.

Il ne constitue pas un enjeu de la politique menée : son contenu exprime ce qui est réalisé, non la politique envisagée.

Ne pas oublier que le compte administratif ne rend qu'imparfaitement compte de toutes les actions publiques qui sont produites sur le territoire communal. La variété des modes d'action publique et le développement de l'intercommunalité permettent une mise en perspective des choix réalisés ou de leur mise en œuvre.

5- Illustration intérêt d'une analyse financière rétrospective par un élu



Cf. diaporama « Communication financière »

4- Principales composantes de l'analyse financière

Les limites



Les comptes produits par la collectivité doivent être sincères au sens comptable et un certain nombre de retraitements sont à opérer.

Le périmètre de l'analyse doit être déterminé précisément. Ainsi, les questions relatives :

- aux engagements hors bilan,
- à la consolidation,
- à la normalisation et la certification des comptes,

peuvent modifier sensiblement les conclusions d'une analyse. Ils peuvent en effet représenter des masses financières considérables tout en étant difficiles à appréhender.

4- Principales composantes de l'analyse financière : Le choix des bons indicateurs



Pour être EFFICACE, l'indicateur doit :

- ✓ cohérent avec le service et ses enjeux ;
- ✓ objectivement mesurable et quantifiable
- ✓ fiable et auditable ;
- ✓ en nombre limité pour conserver une pertinence et une lisibilité ;
- ✓ compréhensible par tous, y compris l'utilisateur ;
- ✓ comparable dans le temps, avec une période suffisante pour en tirer des informations utiles.

4- Principales composantes de l'analyse financière :

Le choix des bons indicateurs / Les ratios

- Se comparer avec les ratios moyens de sa strate et/ou de ses spécificités
- Dégager des tendances en analysant leur évolution sur plusieurs exercices
- Devenir des objectifs à atteindre
- Exercice obligatoire pour les + de 3 500 hbts (article R2313-1 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES		I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES		A
Informations statistiques		Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :		
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 <i>in fine</i>) :		
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :		
Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)
Fiscal	Financier	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Informations financières – ratios (2)		Valeurs
		Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population	
2	Produit des impositions directes/population	
3	Recettes réelles de fonctionnement/population	
4	Dépenses d'équipement brut/population	
5	Encours de dette/population	
6	DGF/population	
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)	
8	Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)	
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)	
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)	
		50

4- Principales composantes de l'analyse financière : Le choix des bons indicateurs / Les ratios obligatoires

- 1° Dépenses réelles de fonctionnement-Tx en régie/ population ;
- 2° Produit des impositions directes/ population ;
- 2°bis Produit net des impositions directes/population
- 3° Recettes réelles de fonctionnement/ population ;
- 4° Dépenses d'équipement brutes/ population ;
- 5° Encours de la dette/ population ;
- 6° Dotation globale de fonctionnement/ population.

+ 3 500 hbts
En €/hab
Ratios de niveau

- 7° Dépenses de personnel/ dépenses réelles de fonctionnement ;
- 8° Marge d'autofinancement courant
- 9° Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital/ recettes réelles de fonctionnement ;
- 10° Dépenses d'équipement brut/ recettes réelles de fonctionnement ;
- 11° Encours de la dette/ recettes réelles de fonctionnement.

+ 10 000
hbts
En %
Ratio de
structure

Dans les communes touristiques qui bénéficient de la dotation forfaitaire dans les conditions fixées au troisième alinéa de l'article L. 2334-7, les données synthétiques comprennent également le nombre de résidences secondaires.

4- Principales composantes de l'analyse financière :

Le choix des bons indicateurs / Les ratios obligatoires



1. Ratios financiers obligatoires des communes, par strate de population en 2020

France métropolitaine	Ratio 1	Ratio 2	Ratio 2 bis	Ratio 3	Ratio 4	Ratio 5	Ratio 6	Ratio 7	Ratio 9	Ratio 10	Ratio 11
France métropolitaine hors Paris	945	532	681	1 137	280	865	176	56,6	91,2	24,7	76,1
France métropolitaine y compris Paris	1 012	557	702	1 195	285	953	171	54,8	92,4	23,8	79,7
Outre-mer	1 260	394	477	1 334	261	982	222	65,6	101,2	19,6	73,6
France	1 020	552	695	1 199	284	954	173	55,2	92,7	23,7	79,5
Communes en France métropolitaine											
Moins de 3 500 hab.											
De 3 500 à moins de 10 000 hab.	885	509	671	1 090	290	794	153	56,5	88,9	26,6	72,8
Moins de 10 000 hab. et plus	730	416	521	922	279	687	156	50,0	87,9	30,3	74,5
hors Paris	1 183	661	857	1 374	282	1 061	199	61,1	93,7	20,5	77,2
Moins de 100 hab.											
De 100 à moins de 200 hab.	670	296	316	911	334	591	203	29,2	83,8	36,7	64,9
De 200 à moins de 500 hab.	588	312	334	770	269	546	163	35,8	86,7	34,9	70,9
De 500 à moins de 2 000 hab.	615	352	421	787	260	611	154	45,1	87,8	33,1	77,6
De 2 000 à 3 500 hab.	708	420	533	900	283	698	152	51,5	87,2	31,4	77,6
De 3 500 à 5 000 hab.	820	477	621	1 023	294	741	153	54,2	88,1	28,7	72,4
De 5 000 à moins de 10 000 hab.	918	526	697	1 124	288	821	154	57,5	89,3	25,6	73,0
De 10 000 à moins de 20 000 hab.	1 071	596	806	1 272	292	862	173	60,5	91,1	22,9	67,7
De 20 000 à moins de 50 000 hab.	1 212	670	887	1 405	301	1 018	202	62,4	93,4	21,4	72,4
De 50 000 à moins de 100 000 hab.	1 319	708	957	1 526	321	1 367	206	61,7	95,0	21,0	89,6
100 000 hab. et plus hors Paris	1 151	675	795	1 321	222	1 082	212	59,3	95,3	16,8	81,9

Hors gestion active de la dette.

Champ : France métropolitaine.

Les ratios 1 à 6 sont exprimés en €/hab., les ratios 7 à 11 en pourcentages.

Source : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion, budgets principaux en opérations réelles; Insee (population totale en 2020 – année de référence : 2017).

Des disparités sensibles d'une taille de collectivité à une autre...

4- Principales composantes de l'analyse financière :

Le choix des bons indicateurs / Les ratios obligatoires



2. Ratios financiers obligatoires des communes en 2020, selon le type de communes et leur population

France métropolitaine	Nb de communes	Ratio 1	Ratio 2	Ratio 2 bis	Ratio 3	Ratio 4	Ratio 5	Ratio 6	Ratio 7	Ratio 9	Ratio 10	Ratio 11
Communes touristiques et de montagne												
	1 282	918	531	599	1 154	357	1 087	182	42,0	89,7	30,9	94,1
Moins de 100 hab.	159	861	301	407	1 101	417	558	227	27,8	85,6	37,9	50,7
100 à 200 hab.	173	828	380	472	1 114	425	1 131	202	33,9	87,3	38,2	101,6
200 à 500 hab.	330	809	427	488	1 064	345	960	187	36,8	86,7	32,4	90,2
500 à 2 000 hab.	450	870	491	552	1 101	342	1 114	191	38,4	89,8	31,1	101,2
2 000 à 3 500 hab.	101	993	605	681	1 226	360	1 019	179	42,7	90,2	29,4	83,2
3 500 à 10 000 hab.	62	957	575	640	1 197	367	1 143	165	46,1	89,7	30,7	95,5
10 000 à 50 000 hab.	7	1 062	659	741	1 274	384	1 201	176	55,7	93,3	30,1	94,3
Communes touristiques hors montagne												
	844	907	583	651	1 107	294	925	133	56,7	90,5	26,5	83,5
Moins de 100 hab.	6	2 083	465	1 008	2 312	1 486	416	483	61,6	92,9	64,3	18,0
100 à 200 hab.	24	673	267	298	879	360	898	179	39,0	88,2	41,0	102,1
200 à 500 hab.	88	607	295	342	785	330	570	154	43,9	89,1	42,0	72,6
500 à 2 000 hab.	306	634	381	412	805	245	594	155	49,0	86,9	30,4	73,7
2 000 à 3 500 hab.	164	725	464	523	939	307	748	156	53,6	85,3	32,7	79,7
3 500 à 10 000 hab.	186	907	577	640	1 130	291	871	135	56,9	88,5	25,8	77,1
10 000 à 20 000 hab.	48	1 007	670	777	1 219	298	947	108	58,6	90,4	24,5	77,7
20 000 à 50 000 hab.	19	1 060	714	785	1 248	310	1 143	131	57,6	94,5	24,8	91,6
50 000 hab. ou plus	3	1 160	685	739	1 241	303	1 709	110	62,7	105,3	24,4	137,7
Communes de montagne non touristiques												
	4 756	763	384	521	960	302	787	163	50,9	88,9	31,5	82,0
Moins de 100 hab.	877	809	273	317	1 142	547	662	290	26,6	80,9	47,9	57,9
100 à 200 hab.	990	672	248	304	922	382	626	240	33,2	83,5	41,4	67,9
200 à 500 hab.	1 329	614	300	333	814	333	689	189	38,5	86,4	40,9	84,6
500 à 2 000 hab.	1 210	577	298	373	752	279	669	157	44,5	88,0	37,1	89,0
2 000 à 3 500 hab.	166	631	351	480	829	295	739	127	49,0	86,1	35,6	89,2
3 500 à 10 000 hab.	146	818	445	630	1 032	294	842	127	54,9	88,2	28,4	81,6
10 000 à 20 000 hab.	29	989	517	757	1 185	302	1 101	156	57,4	92,0	25,5	93,0
20 000 hab. ou plus	9	1 229	567	847	1 411	281	952	200	62,7	94,3	19,9	67,5
Communes ni touristiques, ni de montagne												
	27 957	983	536	683	1 152	264	908	164	55,2	92,9	22,9	78,8
Moins de 100 hab.	2 155	636	248	247	885	305	427	164	20,9	81,1	34,4	48,3
100 à 200 hab.	4 196	526	246	247	713	248	424	152	27,1	83,5	34,8	59,5
200 à 500 hab.	7 826	492	266	280	641	216	419	135	34,9	86,8	33,7	65,3
500 à 2 000 hab.	9 352	546	316	381	698	230	513	137	45,8	87,7	32,9	73,4
2 000 à 3 500 hab.	1 832	638	376	488	810	251	612	140	52,4	87,2	31,0	75,5
3 500 à 10 000 hab.	1 742	824	468	635	1 011	266	710	147	57,1	89,0	26,4	70,3
10 000 à 20 000 hab.	437	1 038	563	779	1 228	274	789	176	61,0	91,1	22,3	64,2
20 000 à 50 000 hab.	299	1 196	650	874	1 384	293	987	202	62,7	93,3	21,2	71,3
50 000 hab. ou plus	118	1 431	753	906	1 578	276	1 488	179	53,5	97,8	17,5	94,3

Hors gestion active de la dette.

Champ : France métropolitaine.

Les ratios 1 à 6 sont exprimés en €/hab., les ratios 7 à 11 en pourcentages.

Source : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion, budgets principaux en opérations réelles ; Insee (population totale en 2020 – année de référence : 2017).

Des disparités sensibles d'une taille de collectivité à une autre...

Rapport de l'Observatoire des finances et de la Gestion publique Locales (2021)

4- Principales composantes de l'analyse financière :

Analyse dynamique Recettes de gestion / Ratio de niveau

Soldes intermédiaires de gestion

(en K€)

	2013	2014	2015	2016	Evol. 2016/15	Evol. Ann. Moy.	En € par hab	Echantillon
Recettes de gestion	2 475	2 451	2 453	2 425	-1,1%	-0,7%	761	1 003
Dépenses de gestion	1 681	1 741	1 826	1 678	-8,1%	-0,1%	527	809
Epargne de gestion	794	709	627	747	19,1%	-2,0%	235	195



1- Effet ciseau (clignotant Alerte Epargne) : si les dépenses progressent plus vite que les recettes, ses épargnes sont appelées à diminuer



2- Ratio de niveau : dépenses de gestion et recettes de gestion/hab
Attention à une simple comparaison !

4- Principales composantes de l'analyse financière :

Décomposition des recettes de fonctionnement



Comparaison à un échantillon pertinent

Recettes de gestion (en K€)	2013	2014	2015	2016	Evol. 2016/15	Evol. Ann. Moy.	En € par	
							hab.	Echantillon
Recettes de gestion	2 475	2 451	2 453	2 425	-1,1%	-0,7%	761	1 008
70 – Produits des services du domaine	7	4	9	23	154,1%	48,7%	7	71
73 – Impôts et taxes	2 029	2 004	2 031	2 097	3,2%	1,1%	658	634
74 – Dotations et participations	341	344	288	230	-20,1%	-12,3%	72	246
75 – Autres produits de gestion courante	57	45	64	45	-29,9%	-7,5%	14	32
Autres recettes de gestion	40	54	60	31	-49,6%	-8,6%	10	21



1- Impôt et taxe / Recette de fonctionnement : évaluation de l'indépendance financière de la commune

84 %



2- Impôt et taxes (hors reversement de l'EPCI) / Recette de fonctionnement : complète le ratio précédent en isolant les reversements que perçoit la commune du groupement. Neutraliser la politique de reversement peut faciliter des comparaisons.

66 %



3- Dotations et participations/Recettes de fonctionnement : degré de dépendance financière

10 %

4- Principales composantes de l'analyse financière :

Détail compte 73 – Impôts et Taxes

Fiscalité (en K€)

	2013	2014	2015	2016	Evol. 2016/15	Evol. Ann. Moy.	En € par hab.	Echantillon
73 - Impôts et taxes	2 029	2 004	2 031	2 097	3,2%	1,1%	658	634
731 – Contributions directes	1 032	1 056	1 088	1 108	1,8%	2,4%	348	432
7321 – Attribution de compensation	781	781	781	781	0,0%	0,0%	245	125
7322 – Dotation de solidarité com.	-	-	-	-	n.s	n.s	-	12
7323 – FNGIR	19	19	19	19	0,0%	0,0%	6	6
7331 – TEOM	-	-	-	-	n.s	n.s	-	1
7381 – Droits de mutation à titre onéreux	60	54	53	55	5,0%	-2,8%	17	18
Autres recettes fiscales	137	93	91	134	47,4%	-0,8%	42	40

Dotations (en K€)

	2013	2014	2015	2016	Evol. 2016/15	Evol. Ann. Moy.	En € par hab.	Echantillon
74 – Dotations et péréquation	341	344	288	230	-20,1%	-12,3%	72	246
7411 – Dotation forfaitaire	267	249	205	156	-23,5%	-16,3%	49	128
74121/74123 – Dotations de solidarité	37	38	41	44	6,8%	6,0%	14	35
74127 – Dot. nationale de péréquation	-	-	-	-	n.s	n.s	-	15
Autres dotations	38	57	42	30	-29,9%	-7,7%	9	67

1- Analyser le poste fiscalité : recettes en majorité des contributions directes ou reversements de fiscalité de l'interco ? Stabilité/ Dynamisme (effet taux ou base) ; part de la DSC dans les recettes fiscales ?

2- Comment évoluent les droits de mutation (dynamique immobilière du territoire) ?

3- Décomposition du poste « dotations »

4- Principales composantes de l'analyse financière :

Décomposition dépenses de gestion



Comparatif euro/hab /échantillon pertinent

<u>Dépenses de gestion (en K€)</u>	2013	2014	2015	2016	Evol. 2016/15	Evol. Ann. Moy.	En € par	
							hab.	Echantillon
Dépenses de gestion	1 681	1 741	1 826	1 678	-8,1%	-0,1%	527	809
011 – Charges à caractère général	509	502	514	481	-6,4%	-1,9%	151	240
012 – Charges de personnel	921	960	1 015	895	-11,9%	-1,0%	281	441
65 – Autres charges de gestion courante	243	259	269	258	-4,3%	2,0%	81	113
dont 657 – Subventions de fonctionnement	81	94	112	102	-9,2%	7,9%	32	52
Autres dépenses de gestion	9	21	28	45	63,4%	73,2%	14	15
dont Attribution de compensation	-	-	-	-	n.s	n.s	-	5
dont Reversements sur FNGIR	-	-	-	-	n.s	n.s	-	5



1- Dépenses de personnel/dépenses de gestion : part consacré aux charges de personnel (attention aux retraitements budget annexe, mode de gestion des services...)



2- Charges à caractère général/dépenses de gestion



3- Subventions de fonctionnement/dépenses de gestion

4- Principales composantes de l'analyse financière :

Dépenses d'investissement

Dépenses d'investissement (en K€)	2013	2014	2015	2016	Montant moyen	Part du total	En € per hab.	Echantillon
Dépenses d'investissement	963	546	584	892	746	100,0%	280	259
Dépenses d'équipement	963	546	584	892	746	100,0%	280	245
Subventions d'équipement versées	-	-	-	-	-	0,0%	-	5
Autres dépenses	-0	-	0	0	0	0,0%	0	9

Recettes d'investissement et cessions (en K€)	2013	2014	2015	2016	Montant moyen	Part du total	En € per hab.	Echantillon
Recettes d'investissement	317	353	274	273	304	100,0%	86	132
Dotations, fonds divers et réserves	225	172	183	210	200	65,8%	65	62
Subventions d'investissement	92	177	81	62	103	33,9%	20	58
Autres recettes d'investissement	-	4	-	-	1	0,3%	-	12
Cessions des immobilisations	3	11	6	-	5	1,6%	-	16
Capacité (+) / besoin (-) de financement	-160	230	43	-103	3		-32	-32



1- Dépenses d'investissement en euros/hab = effort d'équipement de la collectivité



2- Dépenses d'équipement brut (compte 20(hors 204), 21 et 23)/dépenses d'investissement hors dette : part de l'investissement direct de la commune



3- Taux d'équipement brut/recettes de fonctionnement : effort d'équipement de la commune au regard de sa richesse

4- Principales composantes de l'analyse financière :

Recettes d'investissement

Dépenses d'investissement (en K€)	2013	2014	2015	2016	Montant moyen	Part du total	En € per hab.	Echantillon
Dépenses d'investissement	963	546	584	892	746	100,0%	280	259
Dépenses d'équipement	963	546	584	892	746	100,0%	280	245
Subventions d'équipement versées	-	-	-	-	-	0,0%	-	5
Autres dépenses	-0	-	0	0	0	0,0%	0	9

Recettes d'investissement et cessions (en K€)	2013	2014	2015	2016	Montant moyen	Part du total	En € per hab.	Echantillon
Recettes d'investissement	317	353	274	273	304	100,0%	86	132
Dotations, fonds divers et réserves	225	172	183	210	200	65,8%	65	62
Subventions d'investissement	92	177	81	62	103	33,9%	20	58
Autres recettes d'investissement	-	4	-	-	1	0,3%	-	12
Cessions des immobilisations	3	11	6	-	5	1,6%	-	16
Capacité (+) / besoin (-) de financement	-160	230	43	-103	3		-32	-32



1- Emprunt/dépenses d'investissement hors dette : part de l'investissement financé par recours à l'emprunt



2- Epargne nette/dépenses d'investissement hors dette : part de l'autofinancement



3- recettes d'investissement hors dette/dépenses d'investissement : part des recettes d'investissement dans le financement



4- Subventions d'investissement reçues/dépenses d'investissement hors dette :
taux de couverture des investissements par les subventions

4- Principales composantes de l'analyse financière :

Endettement

Endettement (en K€)	2013	2014	2015	2016	Evol. 2016/15	Evol. Ann. Moy.	En € par hab.	Echantillon
Capacité (+) / besoin (-) de financement	-160	230	43	-103	n.s	-13,6%	-32	-32
Emprunts nouveaux	-	-	-	-	n.s	n.s	-	72
Amortissements de gestion	-	-	-	-	n.s	n.s	-	8
Emprunts de gestion	-	-	-	-	n.s	n.s	-	8
Amortissement du capital courant	186	210	195	169	-13,2%	-3,2%	53	85
Flux net de dette	-186	-210	-195	-169	-13,2%	-3,2%	-53	-14
Encours de dette	3 651	3 442	3 247	3 074	-5,3%	-5,6%	965	814
Variation du fonds de roulement	-160	230	43	-103	n.s	-13,6%	-32	40
Excédent global de clôture au 31/12	-	-	-	873	n.s	n.s	274	175

Situation du compte au Trésor
au 31/12 (97j dép.totales)



1- Encours de dette / Epargne brute : combien d'années sont nécessaires si la commune affecte la totalité de l'excédent de fonctionnement à se désendetter ?



2- Taux d'endettement : encours de dette/recettes réelles de fonctionnement



3- Intérêts de la dette/encours : Taux moyen des taux d'intérêts supportés par la collectivité



4- amortissement/encours de dette : indicateur vieillissement de la dette

1

COEFFICIENT DE MOBILISATION DU POTENTIEL FISCAL

Indicateur de la pression fiscale au sein d'une collectivité locale du bloc communal. Marge de manœuvre en terme de fiscalité, capacité à augmenter les taux des taxes locales pour abonder le budget

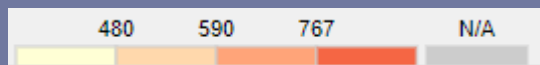
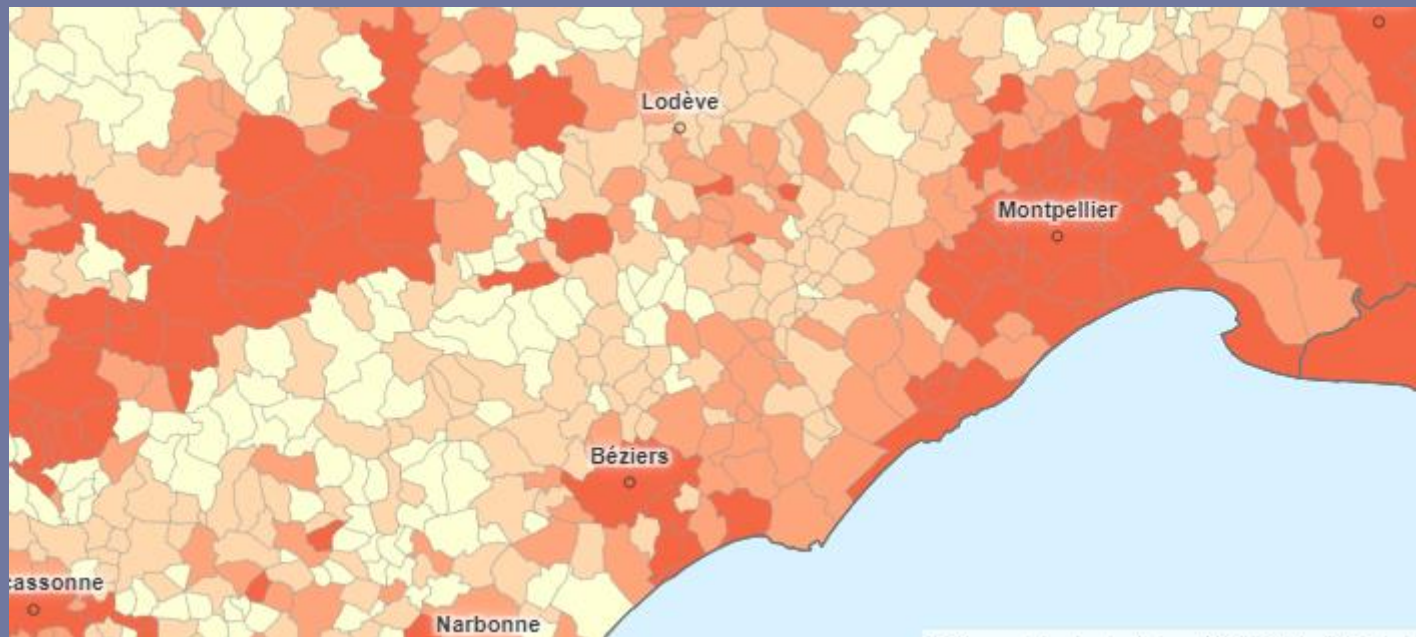
Mode de calcul : Recettes de la fiscalité locale / potentiel fiscal

Ratio qui pénalise les communes aux bases d'imposition faibles et qui doivent appliquer des taux plus élevés pour obtenir un produit équivalent

Potentiel fiscal par habitant 2021

Les ratios de marges de manœuvre

Potentiel fiscal par habitant 2021 Observatoire des Territoires



3

MARGE D'AUTOFINANCEMENT COURANT

Capacité d'une collectivité du bloc communal à financer ses investissements un fois ses dépenses de fonctionnement et sa dette payées. Marges de manœuvre d'une commune ou d'un EPCI à développer son territoire sans avoir recours à l'endettement

Mode de calcul : $\frac{\text{Dépenses réelles de fonctionnement} + \text{dette}}{\text{recettes réelles de fonctionnement}}$

4

TAUX D'INCOMPRESSIBILITE DES DEPENSES

Marges de manœuvre en terme de réduction des dépenses de fonctionnement. Capacité de la commune à s'adapter à une contrainte de ressources financières sans avoir à réaliser des coupes au sein de dépenses de fonctionnement difficilement compressibles : personnel, frais de gestion courante et remboursement de la dette

Mode de calcul : $\frac{\text{Dépenses de personnel} + \text{contingents} + \text{dette}}{\text{dépenses réelles de fonctionnement}}$

5

INDICE D'AUTONOMIE FINANCIERE

Part des recettes propres d'une commune (taxes et impôts locaux, redevances pour services publics, dons et legs) par rapport au total de ces recettes réelles de fonctionnement. Capacité à mobiliser des ressources financières de manière autonome

Mode de calcul : Impôts, taxes et redevances locales/recettes réelles de fonctionnement

Principaux ratios financiers communes et intercos en 2019
AMF et Banque Postale

6

COEFFICIENT D'INTEGRATION FISCALE

Mesure l'intégration fiscale d'un EPCI relativement aux communes de son groupement en raison de l'interdépendance entre compétences mutualisées et ressources fiscales perçues

Mode de calcul : Recettes fiscales du groupement / total des recettes fiscales du groupement et communes membres

Principaux ratios financiers communes et intercos en 2020
(fichiers 4-7a – b – c)

Exemple

Nom de la Collectivité :

0 hab

Date de la simulation : 04/11/21

Synthèse analyse financière

Hypothèse de conditions de financement

Durée	0	ans
Taux:	0,00%	

En milliers d'euros	2015	2016	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Recettes réelles fonct.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
70- Ventes de produits / prestations de service	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
73- Impôts et taxes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
74- Dotations, participations et subventions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
75/76/77/014/Divers - Autres recettes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses réelles fonct.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
60- Achats et variation de stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61- Services extérieurs	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
62- Autres services extérieurs (hors 621)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
012- Charges de personnel	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
65- Autres charges de gestion courante	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
63/66/67/022/739- Autres dépenses	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Epargne de GESTION	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Intérêts de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Stock	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Nouveaux emprunts							0	0	0	0
Epargne brute	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Amortissement de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Stock	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Nouveaux emprunts							0	0	0	0
EPARGNE NETTE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Exemple

Besoin de financement (1-2)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Immobilisations (comptes 20-21-23)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL DEPENSES D'INVEST.(1)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10- dotations, fonds divers et réserves	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
13- Subventions d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres recettes d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL RECETTES D'INVEST.(2)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Besoin de financement total (Bes.fi-EN)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
EMPRUNT	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Solde de l'exercice (Emprunt-Bes.fi)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Solde au 1/1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Solde au 31/12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Annuité/recettes	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!
Encours/Epargne brute	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!
Endettement budget ville/Habitant (euros)	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!
Fonds de roulement (jours)	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!
Dépenses de personnel/Dépenses réelles fonct.	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!
Coefficient de rigidité (012+65+frais fin./R.R.F.)	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!
Encours dette au 31/12/N (capital restant dû)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

N'hésitez pas à contacter l'équipe administrative :

Philippe BONNAUD

Chargé de mission

Responsable de l'organisation
de la formation

philippe.bonnaud@cfmel.fr

Sophie VAN MIGOM

Directrice

Responsable du conseil
juridique

sophie.van-migom@cfmel.fr

Sylvie CALIN

Formatrice

Responsable du conseil en
finances publiques

sylvie.calin@cfmel.fr

Audrey HERY

Secrétaire

audrey.hery@cfmel.fr

Zohra MOKRANI

Assistante juridique

zohra.mokrani@cfmel.fr

Georgia LAHADY

Assistante juridique

assistant@cfmel.fr

Accueil

téléphonique :

04 67 67 60 06

Courriel :

cfmel@cfmel.fr

Télécopie:

04 67 67 75 16

Le site internet:

www.cfmel.fr

Calendrier des formations
Inscription en ligne

Consultation de supports de formation et des bonus dans
l'Espace membre :

Pour obtenir vos identifiant et mot de passe, adressez vous au
secrétariat de votre commune ou à l'adresse dpo@cfmel.fr

MERCI POUR VOTRE PARTICIPATION ET ATTENTION !